

BOUIRA

Les propriétaires de fusils de chasse dans le désarroi

C'est le désarroi total chez les propriétaires de fusils de chasse de Bouira

Ils sont plus de 8 500 à avoir restitué durant les premières années 1990 leurs fusils de chasse aux autorités ; ils étaient parmi les premiers à l'échelle nationale et aujourd'hui, après que l'opération de restitution de ces armes ait débuté au début des années 2000 d'une manière très active dans certaines wilayas, ils sont les derniers à avoir bénéficié de cette opération.

Pourtant, chez ces milliers de paysans impénitents qui ont toujours refusé de mêler leurs progénitures à leur combat – de peur de les voir faire dans l'excès et la violence, comme ils ont tenu à nous le signaler –, la mobilisation n'a jamais baissé et depuis le début des années 2000, ils ont effectué des centaines

d'actions entre marches, sit-in et autres déplacements au ministère de l'Intérieur, ainsi qu'à Blida, au siège de la 1^{re} Région Militaire. «Après ces multiples actions, nous avons enfin reçu les premiers fusils en février 2012. A l'époque, les responsables de la wilaya et ceux du secteur militaire nous ont rassurés que l'opération devait se poursuivre jusqu'à la restitution de la totalité des fusils de chasse. Nous avons applaudi mais, quelques mois après la restitution de 708 fusils de chasse sur un total de 8 500, l'opération est bloquée et elle l'est jusqu'à maintenant», dira Guerrache Abdelkader, l'un des représentants de ces propriétaires qui dépassent tous la soixantaine. Dimanche dernier, ils étaient encore

une fois des centaines à observer un énième rassemblement au niveau de la place publique de Bouira.

Sur place et pour ne pas perturber le trafic routier dans la ville, ces protestataires ont délégué une trentaine de représentants pour aller à la rencontre du chef du secteur militaire de Bouira afin d'avoir des explications concernant une promesse non tenue. En effet, le 25 août dernier, le colonel leur avait promis la restitution de leurs armes dans un délai n'excédant pas les dix jours. «Nous avons temporisé et nous avons attendu 21 jours, mais aucun fusil n'a été restitué», dira encore Guerrache Abdelkader, qui paraissait très déçu après l'accueil peu amène qui leur a été réservé dimanche dernier au niveau du secteur militaire de Bouira ; la délégation ayant été priée de quitter les lieux par un respon-



Photo : DR

sable avant même de voir le colonel. Furieux et déçus par la tournure des événements, ces pères de familles, qui ne méritaient pas ce mépris ont tenu à dénoncer cette attitude et ont décidé de se déplacer à Blida pour voir les responsables de la 1^{re} RM. En outre, et puisqu'ils sont plus de 250 000 à l'échelle nationale à récla-

mer leurs armes, les propriétaires qui appellent que dans la wilaya de Bouira et à cause de l'insécurité, plus de 5 000 bovins et ovins, ont été volés, prévoient, au cas où rien n'est fait d'ici là, une marche nationale à Bouira pour le 29 septembre prochain.

Y. Y.

RELIZANE

Mefathia, une bourgade oubliée

En dépit des différents programmes de développement arrêtés par l'Etat, portant désenclavement des zones éloignées, Mefathia est loin d'être au centre des préoccupations des décideurs locaux.

Le chômage et l'oisiveté ont aussi contribué à la descente aux enfers de cette localité, encadrée par la forêt vierge des monts du Dahra, Les habitants de la localité de Mefathia, dans la commune d'Oued Djemaâ, distante de 20 km du chef-lieu de la ville de Relizane, ont soif d'eau et de vie.

Les robinets existent bel et bien, mais sans eau dans les canalisations, la rouille a fini par les ronger. Cette localité oubliée par les élus locaux qui se sont succédé à la municipalité

sus-indiquée, n'a jamais été raccordée au réseau d'eau. Ses habitants s'alimentent en ce liquide précieux depuis une fontaine publique appelée «Source Labasse», distante de près de 7 km. Usant de moyens de transport archaïques, charrettes et ânes, des personnes âgées font quotidiennement ce trajet transportant entre 60 et 70 litres d'eau.

L'une d'entre elle nous révèle : «Les robinets existent bel et bien, mais l'eau qui n'a jamais coulé dans les canalisations, a fini par les couvrir de rouille.»

A l'unanimité, les habitants se disent lassés par cette situation qui complique leur vie et ils s'insurgent en même temps contre les responsables qui affichent, non seulement un laxisme

face à leurs problèmes, mais aussi une indifférence à l'égard de leur quotidien. A l'absence d'eau, s'ajoute la grande pauvreté, principale caractéristique de cette localité.

La plupart des habitants de cette bourgade vivent des produits de l'élevage bovin et plein d'autres ressources naturelles.

Ce sont ces possibilités de pâturage et de sous-produits sylvicoles, notamment la culture maraîchère, qui leur servent de supports vitaux.

Autres affres de la vie, un cadre de vie rebutant, notamment en période hivernale. Les habitants pataugent dans la boue et la gadoue faute de routes bitumées, et encore moins de trottoirs. Les jeunes scrutent le décor à lon-

gueur de journée en cette période de grand froid. Ils s'entassent dans un coin d'une maison inhabitée et s'adonnent aux jeux de cartes et de dominos, notamment les jeunes rongés par l'oisiveté.

Le temps qui s'écoule au ralenti tue leur jeunesse. C'est là le quotidien d'une population enclavée dans son fond et sa forme, malgré les promesses des autorités locales, jamais tenues.

Pourtant, il s'agit d'une région à haut potentiel touristique, qui ne demande qu'à être mis en valeur, permettant la promotion du secteur du tourisme d'une part, et l'amélioration du cadre de vie d'autre part.

A. Wassim

KHEMIS MILIANA

Perturbations dans la distribution du lait en sachet

Depuis plus d'un mois les circuits de distribution du lait en sachet sont touchés par des perturbations qui se répercutent inmanquablement sur le comportement du consommateur et créent une certaine insécurité dans l'approvisionnement, insécurité qui se traduit par un accroissement des achats, au-delà des besoins quotidiens. Les consommateurs craignant de manquer de lait se sont contraints à multiplier par 2 voire 3 les quantités habituellement achetées.

Il a été souvent constaté aussi que passé la première heure de la matinée, même les points de vente les mieux lotis présentaient des casiers vides devant leurs magasins, les clients s'empressant de tout rafler et très vite.

En effet, de nombreux points de vente ont été approvisionnés de manière irrégulière et aléatoire. Certains distributeurs ont été accusés de verser dans le clientélisme et le favoritisme.

Il s'agit là de perturbations que le père de famille n'arrive pas à expliquer, ce qui laisse place à la circulation de rumeurs qui ne s'embarrassent pas de désigner des coupables ici ou là. Pourtant, au niveau du complexe laitier de Arib, les responsables indiquent, chiffres à

l'appui, que le niveau de production n'a pas baissé bien au contraire. L'usine produit entre 220 000 à 230 000 sachets par jour. On indique que durant le mois de Ramadhan, l'unité a tourné au mieux de ses capacités, ce qui a induit les responsables à consommer non seulement le quota de lait en poudre acquis auprès de l'Onil (Office national de l'industrie laitière) mais à entamer le quota du mois de septembre. Il faut dire aussi que l'unité de Arib approvisionne pour une part les wilayas d'Alger, Médéa, Tipasa, Chlef, Tissemsilt, Relizane et Blida. Blida ou 615 400 sachets de lait ont été écoulés durant le mois d'août dernier. A Alger, l'unité a ouvert un point de vente à Hussein Dey qui a commercialisé quelque 40 000 sachets durant le mois d'août.

L'unité de Arib a eu souvent à faire face à des besoins exceptionnels qui sont apparus dans certaines wilayas où les usines de transformation ont été touchées par des grèves ou des pannes, justement pour permettre aux citoyens de ne pas pâtir de certaines pénuries.

Le complexe laitier de Arib, nous dit-on vient de lancer sur le marché un nouveau produit, du lait demi écrémé, un lancement qui a débuté avec une production de 15 à 20 000 litres par jour.

De plus, sur la base de conventions entre l'unité et certains éleveurs, le complexe achète quotidiennement quelque 50 000 litres de lait cru par jour, lait qui entre dans la fabrication de nombreux dérivés tels que le lait caillé, le petit lait, la crème fraîche, la pâte fraîche, et le lait cru pasteurisé. Pour ce qui est des perturbations proprement dites, les responsables du complexe affirment avoir destiné pour Khemis Miliana, seulement du 10 au 14 septembre dernier 143 420 sachets, soit une moyenne de 28 à 30 000 litres par jour. Pour Miliana ce sont pas moins de 6 à 8 000 litres par jour, des quantités en fonction des besoins exprimés.

Cependant, le complexe ne dispose que d'une flotte de transport très limitée qui ne lui permet pas d'assurer la distribution par ses propres moyens, une flotte composée de quatre camions frigorifiques de 5 tonnes et 4 de 3 tonnes chacun. Pour compenser ce manque de moyens matériels, le complexe a agréé 45 distributeurs qui sillonnent le territoire intra-muros et extra-muros. Cependant on évoque aussi la possibilité dans un avenir très proche, l'extension de cette flotte et atténuer le diktat des distributeurs.

Si de telles quantités de sachets de lait sont produites, si le nombre de distributeurs est

estimé suffisant, on est en droit de se demander où se situent les causes de ces perturbations. Les commerçants pointent du doigt les distributeurs.

Ces derniers se défendent et assurent que nombre de revendeurs sont de mauvais payeurs, et du coup ne sont pas approvisionnés «Nous, nous payons au comptant le lait à la sortie de l'usine, il n'y a pas de raison que nous vendions le lait acquis contre des espèces sonnantes et rébuchantes avec des paiements à terme ou aléatoires», nous ont dit certains distributeurs. Une question alors s'impose «Où va alors tout ce lait ?»

Par ailleurs, les responsables du service commercial du complexe sont catégoriques «à ce jour, aucune doléance ne nous a été présentée par aucun commerçant... nous sommes prêts à intervenir pour compenser les déficits de livraison à condition qu'on nous avise... nous n'admettons pas que des populations puissent manquer de ce produit stratégique».

D'autres milieux pointent du doigt la DCP qui, dit-on, n'intervient pas au moment où il faut, au point où il faut, pour que la distribution se fasse de manière régulée.

Karim O.